

Madagascar

REALITES



et RESISTANCES...

Île de l'Océan Indien d'une superficie d'environ 590 000 km²
- soit un peu plus que la France, la Belgique, les Pays-Bas
et le Luxembourg réunis -
Quatrième plus grande île du monde après le Groenland,
la Nouvelle Guinée et Bornéo.

Féodalités puis colonisation française.
Indépendance octroyée et impérialisme...

Réalités complexes et résistances légitimes :
un pays et un peuple entre continuités
et ruptures...

Paradoxe d'aujourd'hui : l'île, à fortes
potentialités économiques, sociales
et culturelles, est cantonnée
par la mondialisation capitaliste
dans le groupe des pays
à faible revenu et à faible
développement humain.

Une décentralisation
effective est nécessaire
pour résoudre
les déséquilibres
régionaux.

Écriture :

Jean-Claude Rabeherifara

Conception graphique :

Régine Fleury, Eric Grevoz

Crédit photographique :

Fond Charles Ravoajanahary, Comité de Solidarité
de Madagascar, *Réalités malgaches*,

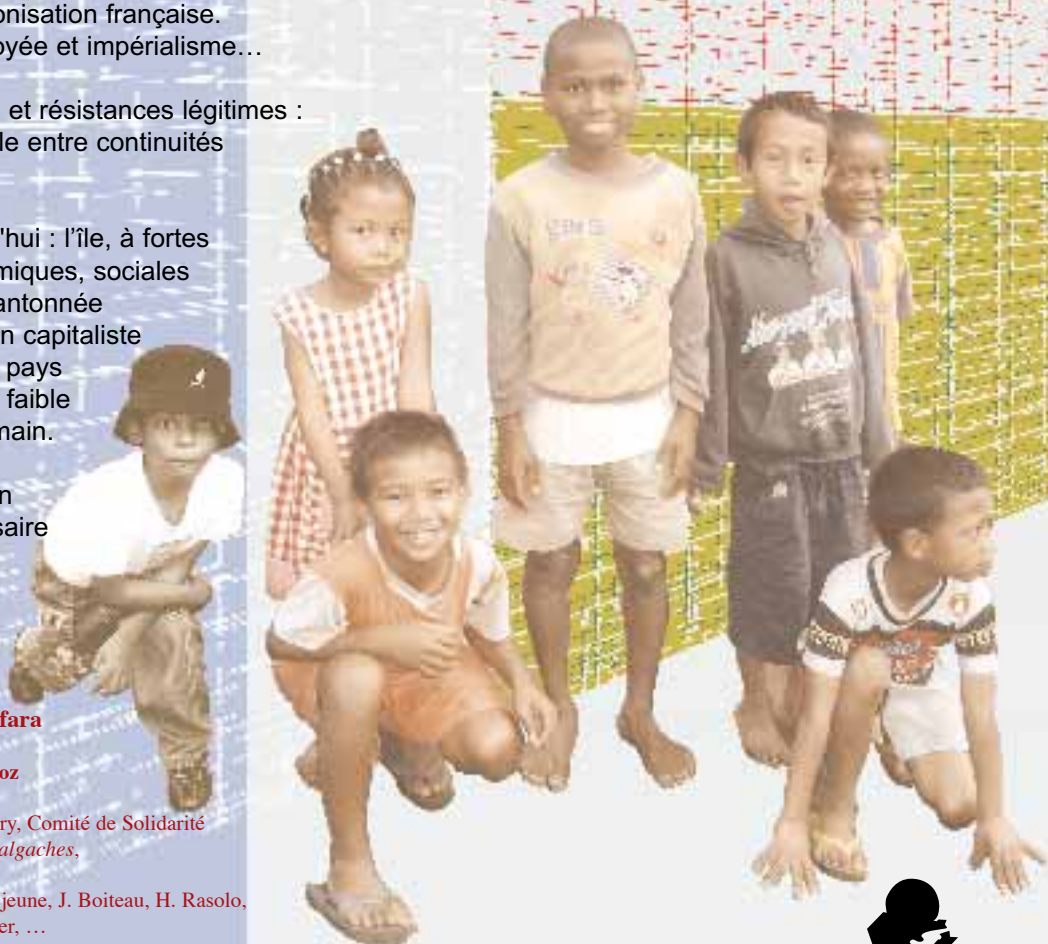
L'Express de Madagascar,

E. Logié, L. Allorge, R. Lejeune, J. Boiteau, H. Rasolo,

Ratrimoarivony, M. Cosquer, ...

Réalisation : **Association Française d'Amitié et de Solidarité avec les Peuples d'Afrique**

e-mai : afaspa@wanadoo.fr - site Internet : www.afaspa.com



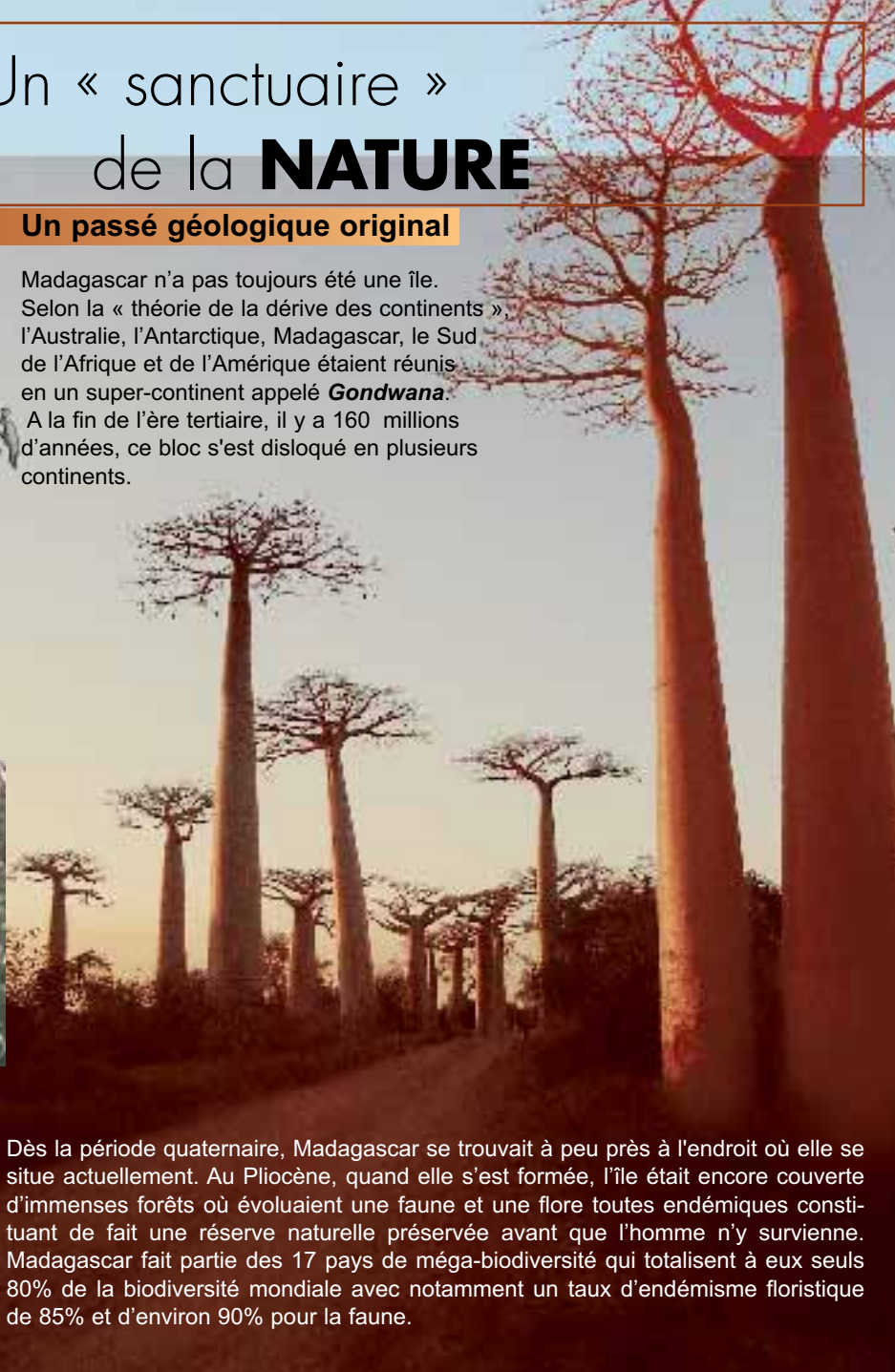
Un « sanctuaire » de la **NATURE**

Un passé géologique original

Madagascar n'a pas toujours été une île. Selon la « théorie de la dérive des continents », l'Australie, l'Antarctique, Madagascar, le Sud de l'Afrique et de l'Amérique étaient réunis en un super-continent appelé **Gondwana**. A la fin de l'ère tertiaire, il y a 160 millions d'années, ce bloc s'est disloqué en plusieurs continents.



Le super-continent **Gondwana** au triasique (200 millions d'années). Madagascar au centre, en vert.



Dès la période quaternaire, Madagascar se trouvait à peu près à l'endroit où elle se situe actuellement. Au Pliocène, quand elle s'est formée, l'île était encore couverte d'immenses forêts où évoluaient une faune et une flore toutes endémiques constituant de fait une réserve naturelle préservée avant que l'homme n'y survienne. Madagascar fait partie des 17 pays de méga-biodiversité qui totalisent à eux seuls 80% de la biodiversité mondiale avec notamment un taux d'endémisme floristique de 85% et d'environ 90% pour la faune.

Une faune et une flore endémiques

Le passé géologique permet d'expliquer l'existence d'une faune et d'une flore communes à Madagascar et au Sud des continents africain et américain ainsi que des profils géologiques très proches. Néanmoins, l'isolement de Madagascar au cours des temps géologiques a fait évoluer la faune et la flore de façon unique. On trouve donc sur la Grande île des espèces particulières endémiques, qui n'existent nulle part ailleurs : lémuriens et autres.

Du point de vue géologique, on retrouve dans la structure de Madagascar toutes les périodes de l'histoire de la planète. Du fait de son relief, l'île réunit une véritable mosaïque de paysages. Elle est faite de contrastes entre le bush du Grand Sud, les forêts humides de l'Est, les Hauts-plateaux granitiques du Centre, parfois surmontés de massifs volcaniques et les savanes des collines sédimentaires de l'Ouest.

Un **Métissage** RÉCURRENT



Les outils de fer, vases de céramique, outils de pêche etc. trouvés au cours des recherches archéologiques attestent, d'une présence humaine dès l'an 1000 de notre ère. D'anciens récits de voyage, très imprécis, pourraient suggérer une occupation primitive bien antérieure. Les mythes et traditions orales de nombreux groupes ethnico-régionaux de l'île font référence aux *Vazimba*, « populations primitives » dont il est soutenu qu'elles sont là depuis des temps immémoriaux.

En toute hypothèse, les ancêtres des Malgaches sont venus de l'espace austronésien (Nord-Est de l'Océan Indien) par vagues :

- soit par voie de terre dans des périodes de longue durée transitant par la Thaïlande, l'Inde, puis les côtes persanes, arabiques et pour finir africaines – étapes migratoires ayant forcément favorisé les métissages avec les peuples rencontrés ;
- soit directement en se laissant porter par les grands courants marins de façon spontanée et fortuite ou de façon plus volontaire et plus organisée pour les migrations plus récentes.

Vazimba un *Homo floresiensis* ?

Les Vazimba que les légendes évoquent comme étant des humains de petite taille seraient-ils des parents d'*Homo floresiensis* ? La découverte de cet hominidé en septembre 2003 dans une caverne de l'Île de Flores (à l'Est de Java en Indonésie) a fait l'objet d'une présentation dans *Nature* en octobre 2004. Ses restes trouvés sont datés entre -95 000 et -12 000 ans. Sa taille est estimée à un mètre. Son volume crânien de 380 cm³ est petit, ce qui le différencie radicalement du pygmée d'Afrique centrale. Les capacités cognitives de son cerveau sont, quant à elles, réputées « normales ».

Affaire à suivre...



Migration austronésienne
de l'Indonésie vers Madagascar



Unité dans la diversité

Malgré les provenances diverses de ses composantes, l'unité fondamentale des mœurs, celle des modes d'organisation sociale traditionnelle et, surtout, celle de la langue dès une époque très ancienne sont des traits frappants du peuple malgache... Unités qui s'opposent à la diversité des types anthropologiques.

Le substrat culturel malgache semble se rattacher aux traits caractéristiques de la civilisation pré-aryenne de l'Inde, de l'Indonésie et des îles diverses et éparses de l'espace austronésien :

- culture des rizières irriguées, domestication du bœuf, usage rudimentaire des métaux, habileté à la navigation,
- importance du rôle de la femme et de la filiation en ligne maternelle, organisation résultant des nécessités de la culture irriguée,
- animisme, culte des ancêtres etc.

De la SOCIÉTÉ VAZIMBA aux féodalités

La société vazimba (jusqu'au 11^{ème} siècle)

Les premiers groupes de peuplement de l'île développent des organisations sociales à base de parenté :

- Le **raza** correspondant à la lignée qui rassemble des individus issus d'un ancêtre commun réel, vivant ou mort. Ses membres habitent un même quartier, cultivent un terrain collectif dans lequel chaque foyer reçoit annuellement une parcelle, élèvent un troupeau collectif et disposent d'un tombeau commun.
- Le **foko** correspond au clan : il rassemble plusieurs raza. Les unions matrimoniales ne peuvent se faire dans le même foko. L'esclavage y est inconnu, les différenciations sociales sont minimales. Tout ce qui concerne la vie dans la communauté est collectivement discuté et délibéré au sein du **fokonolona** (le clan). Les gens « du même sang » ont des droits et obligations mutuelles qui induisent une grande solidarité.

Ebauches féodales :

Influence de l'Islam

L'arrivée de scribes malais islamisés au 14^{ème} siècle introduit la monnaie d'argent, l'usage de la balance, les transactions commerciales, les noms des mois lunaires, le travail du fer. C'est l'époque de la création des plus importants royaumes féodaux. Au 18^{ème} siècle, **Andriamandisoarivo**, roi des Zafiraminia, contrôle un tiers de l'île. **Ratsimilaho** fédère toutes les tribus de la forêt tropicale de la côte Est. D'autres royaumes se développent à l'intérieur de l'île : les plus importants sont, dans le Sud, les royaumes Betsileo et, au centre, ceux des Merina.



Souverains malgaches du 19^{ème} siècle

Andrianampoinimerina, Radama 1^{er}, Ranavalona 1^{ère}, Radama II, Rasoherina, Rainilaiarivony (Premier ministre), Ranavalona II, Ranavalona III

Ebranlement de la société vazimba

Le passage de la cueillette à une production de biens conduit à la division du travail suivant le sexe et l'âge, ce qui engendre la domination et l'exploitation des femmes par les hommes et des cadets par les aînés. Des contradictions surviennent au moment de la transmission des biens parentaux. Les richesses de la mère (maison, objets mobiliers) restent dans son foko et vont aux enfants. Ceux du père vont à son clan. Pendant des millénaires, ce sont des outils réduits au minimum. Avec l'élevage, le troupeau appartient au père ainsi que les esclaves capturés lors des guerres de clans. Cette évolution entraîne la disparition de la société vazimba.

Le droit paternel devient prépondérant : à la délibération en commun de tous les membres du foko se substitue l'autorité d'un chef héréditaire, l'**Andriana**, le seigneur.



Unification merina et prégnance du christianisme

Après avoir unifié les royaumes merina en 1803, **Andrianampoinimerina** (*le seigneur au cœur de l'Imerina*) s'attelle à la conquête du reste de l'île ; il instaure un gouvernement centralisateur et développe la culture du riz en paliers. Son fils **Radama 1^{er}** ouvre le pays à l'influence européenne des missions. Grâce au soutien des Britanniques, il est reconnu comme roi de Madagascar.

La NATION MALGACHE au défi de l'impérialisme

Jean Laborde

Joseph Lambert

Le traité de 1817, avec les Anglais

Sous couvert de « libération des esclavages » ce traité vise à procurer une main-d'œuvre à bon marché, à écouler les productions et à rendre Madagascar économiquement dépendante de l'Angleterre.

Cela ne va pas sans heurts entre les trafiquants d'esclaves et les marchands qui désirent monopoliser le commerce extérieur à leur profit et la haute hiérarchie militaire de métier chargée de l'ordre et de l'expansion du royaume.

L'annexion s'amorce à la mort de Radama 1^{er} en 1828 par une période de 60 ans caractérisée par :

- l'incapacité des classes dirigeantes à s'unifier durablement et à prendre en charge le développement national,
- l'accentuation des pressions de la France et de L'Angleterre à faire de l'île un débouché pour leurs marchandises et un réservoir de main-d'œuvre pour leurs plantations des îles Bourbon et Maurice.



LA GUERRE : MADAGASCAR



L'illustration.
L'internement
de Rainilaiarivony



Armée Royale

La charte Lambert

Signée en 1855 par le futur Radama II, elle accorde à l'« ami » Lambert le droit d'exploiter des mines et des terrains cultivés, en contradiction avec la loi qui interdit le droit de propriété aux étrangers. Menacé par les milieux « nationalistes », Radama II reniera sa signature en 1862 ce qui provoquera la fureur des Français.

Ranavalona 1^{ère} lutta farouchement pour préserver son pays de l'intervention étrangère. Mais sa lutte impitoyable contre les chrétiens et son ambition démesurée à satisfaire ses besoins de défense et de prestige, au détriment des biens de consommation, ont entraîné une dégradation sévère de la situation sociale et son impopularité.

Cette ambition la pousse à accorder toute confiance au Français Jean Laborde pour qu'il construise des industries et forme 5000 ouvriers malgaches aux métiers de tailleur de pierre, de la métallurgie, du textile... Mais simultanément, elle impose à tout homme valide le *fanompoana* (travail forcé, non rémunéré) pour la réalisation des grands travaux et les services royaux.

Au 19^{ème} siècle, la politique menée par Rainilaiarivony, Premier ministre et époux des trois dernières reines, atteint des sommets d'impopularité, en recherchant désespérément le compromis avec les intérêts des grandes puissances et ceux des classes dirigeantes.

La première guerre franco-malgache de 1883-1885 se termine par un traité inique, avalisé par de la Conférence de Berlin de 1885 qui partage les colonies entre les puissances européennes. Madagascar passe sous la tutelle de la France.

CONQUÊTE COLONIALE et RÉSISTANCE



Gallieni

La conquête militaire

1883-1885 : première guerre franco-malgache. Echec de la France. Un traité inique oblige le gouvernement malgache à emprunter auprès du Comptoir National d'Escompte de Paris pour payer une indemnité de guerre de 10 millions de francs, il lui retire le monopole du commerce et lui impose de distribuer de vastes concessions à des étrangers.

La seconde guerre permet aux troupes françaises d'entrer dans la capitale malgache le 27 novembre 1895.

Le 28 septembre 1896, le Gouverneur général Gallieni condamne à l'exil la reine Ranavalona III et son Premier ministre. Il s'attelle à la « pacification » de l'île, décide le maintien de l'esclavage, la fermeture de toutes les écoles existantes, l'obligation pour les indigènes de parler le français...



« Pacification » et résistances

LA « PACIFICATION » DURE PLUS DE 15 ANS CAR LA RÉSISTANCE PREND VITE LA FORME DE GUÉRILLAS RURALES ÉCLATÉES EN PLUSIEURS FOYERS :

- Le mouvement *Menalamba* (littéralement, *toges rouges*, parce que rougies par la terre, permettant aux combattants de se fondre dans le paysage) trouve son apogée en 1896-1897 sur l'ensemble des Hautes-terres à travers une multitude de foyers.

- Dans les régions côtières : la résistance implique successivement les populations des différentes régions de 1898 jusqu'au mouvement antandroy des *Sadiavahy* en 1915.

La « pacification » a fait entre 100 000 et 700 000 victimes.

Une logique de pillage et de spéculation

« Sans condition de mise en valeur », plus de 150 000 hectares sont concédés à des petits colons, surtout réunionnais, dont 60 000 sur la Côte Est et 45 000 dans le Nord-Ouest. D'énormes concessions minières et forestières, du style des grandes compagnies congolaises, sont accordées à de grosses sociétés. Ainsi, Suberbie fait main basse sur l'or dans la région de Maevatanana, entre Antananarivo et Mahajanga.



Colons achetant l'or

En même temps s'instaurent la réquisition de la force de travail, l'impôt pour obliger les paysans à se salarier, la formation des travailleurs suivant les demandes des colons et le travail forcé pour les infrastructures nécessaires au développement du capital marchand.

Au total, 2 035 763 ha sont immatriculés entre 1902 et 1944 pour 56 333 titres. Une partie des terres est attribuée aux chefferies locales pour les récompenser de leur loyalisme. Cette redistribution aboutit à la réduction des cultures vivrières (riz et autres) conduisant à des hausses excessives et à la pénurie.



Chefs *menalamba* : Rainibetsimisarak, Rabozaka Ramasoandromahamay, Rabezavana



SOCIÉTÉS SECRÈTES

et mouvement syndical



Jean Ralaimongo

1915 - Le **VVS** (Vy Vato Sakelika, Fer-Pierre-Section) entre en scène après la défaite des *Menalamba*. Cette **société secrète** d'intellectuels subit aussitôt une violente répression. Ralaimongo mène campagne pour la libération des emprisonnés VVS et contre les spoliations des paysans éliminés de leurs terres. Le VVS se développe sous l'impulsion du pasteur Ravelojaona et des docteurs Raseta et Ravoahangy. Avec le soutien des Français Vittori et Dussac, il inspire la *ligue malgache pour l'accession des indigènes de Madagascar à la citoyenneté française*. En France, Charles Gide et Anatole France fondent la *ligue française pour l'accession des indigènes de Madagascar aux droits de citoyens français*.

1938 : le droit syndical est reconnu. Le premier syndicat malgache est constitué : dirigé par Ravoahangy, il adhère à la CGT et y rejoint des syndicats mixtes (français et malgaches) de fonctionnaires, de l'Imprimerie officielle, de l'Assistance médicale et des services de santé, de l'Agriculture, de l'Élevage, et des Eaux et Forêts etc. Malgré les dissensions, des acquis sont arrachés : relèvement notable des salaires, suppression du SMOTIG (travail forcé), abrogation des amendes et des emprisonnements pour absence au travail et reconnaissance du droit syndical sans discrimination. Toutes les organisations sont dissoutes en 1939 par l'administration de la colonie qui opte pour le régime de Vichy.



Le **12 décembre 1943**, à la libération de l'île, l'Union des syndicats CGT de Madagascar se reconstitue sur des bases unitaires avec comme secrétaires généraux Joseph Ravoahangy et Pierre Boiteau.

19 mai 1929 : manifestation à Antananarivo pour l'« **accession de tous à la citoyenneté française** » ; le mot d'ordre d'« **indépendance** » y surgit pour la première fois. Ralaimongo, Ravoahangy, Raseta et Dussac sont condamnés à des peines de prison ou d'exil. De cette dynamique de lutte naît en 1936 le *parti communiste de la région de Madagascar* – *section française de l'Internationale communiste* (« **sabordé** » deux ans après sa constitution).

Début 1947, l'Union compte 4 unions locales, 7 sections fédérales, 89 syndicats et 14 000 adhérents à jour de leur cotisation.

1936 : le **syndicalisme malgache** voit le jour dans la clandestinité lors de la grève des ouvriers d'une conserverie d'Antananarivo. Animée par des militants aguerris comme Razafinjohany, celle-ci va tenir deux ans, revendiquant augmentations salariales, suppression des amendes, droit de se syndiquer... Les syndicats illégaux d'ouvriers et de paysans sont alors systématiquement poursuivis en justice.





L'insurrection malgache de 1947, le crime colonial français



Les principaux co-fondateurs du MDRM :
Dr Joseph Ravoahangy,
Dr Joseph Raseta,
Raymond William Rabemananjara,
Jacques Rabemananjara

22 février 1946 : Création du Mouvement Démocratique de la Rénovation Malgache (MDRM), qui s'impose rapidement comme le principal parti politique malgache.

Fort de 300 000 membres, il émane d'une large base politique provenant de l'île entière et dépasse les clivages ethniques et sociaux.

Départs et extensions de l'insurrection

janvier 1947 : Élections générales, triomphe du MDRM.

29 mars 1947 :

Le **Soulèvement nationaliste** gagne rapidement un tiers de l'île. Malgré sa direction qui clame son innocence, le MDRM est dissout. Les jeunes des sociétés secrètes (JINA, pour Jeunesse nationaliste, devenue JINY, et PANAMA ou Parti nationaliste malgache) ont débordé le MDRM dont ils étaient membres. *L'ordre* ne sera rétabli que des années plus tard. La répression fait environ 100 000 victimes. Les cours militaires françaises jugent les chefs militaires de la révolte et en font exécuter des dizaines.



Photos d'archives de la répression de 1947



Insurgés en tenues d'apparat



22 juillet – 4 octobre 1948 :

Procès des dirigeants du MDRM, accusés d'être les responsables du déclenchement de la rébellion. Six condamnations à mort sont prononcées, dont celles de Ravoahangy et de Raseta. Les condamnés seront graciés ultérieurement et l'amnistie interviendra à partir de 1954.

Aujourd'hui, vérité et justice doivent être rendues au peuple malgache
- Ouverture de toutes les archives,
- Reconnaissance des responsabilités coloniales
- Refus de banaliser « 1947 »



Le Comité de Solidarité de Madagascar



Henri Douzon, un des avocats des militants et élus nationalistes, après son agression par des forces coloniales

De l'**INDÉPENDANCE** formelle à la **CRISE NÉO-COLONIALE**

De Gaulle et Tsiranana, le pacte
néo-colonial

26 juin 1960 : La France octroie une indépendance formelle...

Par le biais des accords de coopération franco-malgaches de 1960, la domination politique et économique de l'ancienne métropole est intégralement maintenue :

- assujettissement financier et monétaire à la zone franc,
- contrôle des secteurs décisifs de l'économie (mines, plantations),
- quasi-monopole du commerce intérieur concédé à des sociétés françaises,
- intégration de Madagascar dans le système de défense français dans l'Océan Indien (présence effective de bases militaires et de « conseillers » militaires français jusqu'au sommet de l'Etat malgache),
- assimilation de l'enseignement supérieur au système universitaire français.



Chefs d'Etat malgaches depuis l'Indépendance :
Philibert Tsiranana [1960-1972], Gal. Gabriel Ramanantsoa [1972-1975],
Col. Richard Ratsimandrava [1975], Gal. Gilles Andriamahazo [1975],
Amiral Didier Ratsiraka [1975-1993 ; 1997-2002],
Pr. Albert Zafy [1993-1995], Norbert Ratsirahonana [1996-1997],
Marc Ravalomanana [2002-...]

Première république,

Une économie sous contrôle

- Des firmes et des capitaux étrangers, essentiellement français : on les trouve dans le pétrole, la pêche, la viande, la navigation, les assurances, la pâte à papier, les chaussures. Le capitalisme indo-pakistanaï, créé sur place par des familles d'anciens immigrants enrichis dans le commerce et la spéculation foncière, s'investit dans des entreprises industrielles, le commerce moderne, l'hôtellerie.

- Des capitalistes nationaux peu nombreux occupent quelques positions dans la pharmacie, le petit commerce, les plantations et élevage,

- Des firmes internationales puissantes (Pechiney, Esso),

- Des firmes internationales de moindre importance (Bata, la société américaine qui contrôle les papeteries malgaches),

- Des filiales puissantes à l'échelle française [Kuhlmann, Ugine, Raffinerie Saint-Louis, Cimelta (Schneider), groupe contrôlant l'EEM (Electricité et Eaux de Madagascar), Société du commerce de l'Ouest africain

qui vient d'absorber la Compagnie Lyonnaise de Madagascar, la Compagnie marseillaise, le groupe Mélia],

- Des firmes locales importantes : Cotonnière d'Antsirabe, Rochefortaise, Emyrne, COROI, De Heulme, entreprises contrôlées par Ramarosaona,

- Des entrepreneurs individuels ou constitués en petits groupes (Prochimad, Socobis, Farmad, planteurs de tabac reconvertis en planteurs de coton, transports routiers et urbains)...



Le **MOUVEMENT POPULAIRE** de la campagne à la ville

Avril 1971 et mai 1972

Régis Rakotonirina

L'intégration de l'économie malgache des années soixante dans le marché mondial se fait surtout à travers le renforcement de l'import-export, par l'établissement de liaisons entre la production et le commerce. Le poids des firmes étrangères sur cette économie en transition capitaliste conduit à une dégradation incessante des termes de l'échange, de l'ordre de 30%, ce qui limite la création d'emplois.

Monja
Jaona



Avril 1971 : Exhibition de
«prisonniers»



Les manifestants prennent le
contrôle de l'hôtel de ville



Charles Ravoajanahary



Rakotonirina Manandafy

Mécontentement paysan

Dans le même temps, la pression fiscale provoque une dégradation du pouvoir d'achat de la majorité des salariés et des paysans dont les plus vulnérables sont poussés à l'exode rural consécutif à la monétarisation de la production familiale et de la paupérisation des campagnes.

Le mécontentement de la paysannerie culmine avec l'insurrection paysanne d'avril 1971, engagée par le parti MONIMA de Monja Jaona, dans le Sud de l'île. Elle est sauvagement réprimée.

Soulèvement de la jeunesse

La grogne s'exprime aussi dans la petite bourgeoisie urbaine. Ses aspirations ne sont pas satisfaites dans le cadre de l'économie stagnante du régime néo-colonial de Philibert Tsiranana. Elle se voit redistribuer des miettes de profit sous forme d'un élargissement du marché, le pouvoir lui échappe, accaparé essentiellement par la classe dirigeante.

En mai 1972, la jeunesse des villes (scolaires, chômeurs et ouvriers) se mobilise pour la malgachisation de l'enseignement et contre les accords de coopération franco-malgaches, « *accords d'esclavage* », et pour la fermeture des bases militaires étrangères. Le régime de Philibert Tsiranana tombe, les militaires prennent le pouvoir avec la bienveillance des impérialismes français et américain.

Marche des étudiants,
lycéens et collégiens



Les manifestants à l'assaut de
l'hôtel de ville d'Antananarivo





Du socialisme administratif au **LIBÉRALISME ABSOLU**

Ny Boky mena, le « Livre rouge » :
Charte de la révolution socialiste malgache (26 août 1975)

1981 : les paysans coopérateurs d'Analamanatrika
(région du Lac Alaotra) réclamant la réforme agraire.

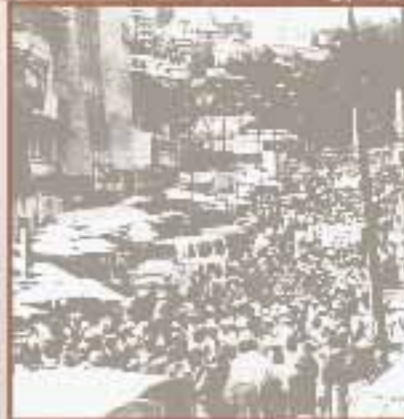


Didier Ratsiraka arrive au pouvoir en 1975 sur des bases progressistes, nationalistes et anti-impérialistes. La république démocratique qu'il installe est soutenue par une grande partie des forces progressistes de l'époque.

Sous la pression du mouvement populaire, plusieurs grandes entreprises sont nationalisées : en 1980, la FITIM (fabrication de sacs de jute) de Mahajanga devient une entreprise socialiste, cogérée avec les travailleurs.

L'option « révolutionnaire » dégénère ensuite en gestion « socialiste » administrative qui engendre une corruption généralisée et une paupérisation sévère due au tournant libéral engagé dans les années quatre-vingt sous les auspices du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale à coups d'ajustements structurels.

Les gouvernants malgaches successifs équilibreront les intérêts de la bourgeoisie en ravageant tout le reste du tissu social.



1991 : Le mouvement des **Forces vives pour la démocratie** réussit à ébranler le pouvoir « révolutionnaire » à bout de souffle. Le processus ouvre la voie à la III^{ème} République. C'est le début d'une compétition et de tiraillements entre les fractions dirigeantes pour la maîtrise de la rente étatique, des forces armées et des miettes générées par les privatisations.

2002 : Du libéralisme au libéralisme

La Présidentielle de décembre 2001 est une sorte d'exutoire contre un système autocratique et corrompu.

Le conflit autour du résultat de l'élection donne lieu à une surenchère d'initiatives illégales voire anticonstitutionnelles. Le déferlement des forces armées acquises à l'entrepreneur Marc Ravalomanana sur les principales villes et zones de la confrontation, fait « cesser la partie », au grand soulagement de la population qui a payé au prix fort les conséquences de cette crise : fermetures d'entreprises, chômage massif (plus de 70 000 dans les zones franches), pénurie de produits de première nécessité et de médicaments, marché noir et hausse des prix, montée de l'insécurité, dégradation de l'état sanitaire avec une hausse de la mortalité infantile.

AJUSTEMENTS structurels et ENDETTEMENT



Page de couverture de la brochure de propagande du « Madagascar Action Plan »

En 1981 le « Madagascar révolutionnaire » entre en cessation de paiement. Les institutions financières internationales imposent alors un Programme d'Ajustement Structurel qui laminera le pays.

Didier Ratsiraka entame un tournant libéral poursuivi par les gouvernements suivants ce qui leur vaudra les félicitations de la Banque Mondiale pour appliquer les « bonnes » recettes libérales pour attirer les capitaux étrangers et trouver les ressources pour rembourser la dette : abandon des subventions aux produits de première nécessité, réduction drastique des dépenses publiques, notamment des budgets sociaux (éducation, santé, logement, infrastructures), dévaluation de la monnaie, taux d'intérêts élevés... Les financements de la Banque Mondiale augmentent alors annuellement de 30% en moyenne entre 1970 et 1980, puis de 15% les dix années suivantes. Ils bénéficient aux finances et au développement du secteur privé.



Le **Madagascar Action Plan** adopté pour la période 2007-2012 est analysé « positivement » par la Banque Mondiale et le FMI. Le « train des **privatisations** » exigé court toujours avec plus ou moins d'effectivité, il concerne Air Madagascar, Solima (produits pétroliers), Telma (Télécom), Jirama (électricité), Sirama (sucre), Hasyma (coton), Secren (chantier naval), Somacodis (distribution de détail). Les institutions financières vont pouvoir mettre en forme leur *Stratégie d'Assistance Pays* avec un financement de 140 millions de dollars par an. Ces fonds sont destinés à « réduire la pauvreté et améliorer la qualité de vie des Malgaches ».

Le MAP s'engage sur 8 points : gouvernance responsable, infrastructure reliée, transformation de l'éducation, développement rural, santé, planning familial et lutte contre le SIDA, économie à forte croissance, environnement, solidarité nationale.

Appliquant avec rigueur « le principe de la carotte et du bâton » Madagascar passe ainsi avec succès les différentes étapes imposées par les institutions financières internationales, mais les problèmes de dette et de pauvreté s'amplifient et ne se résolvent pas le moins du monde...



Données **ÉCONOMIQUES** et **SOCIALES**



Madagascar, l'un des pays les plus pauvres du monde

En 2004, le PNB (produit national brut) par habitant était officiellement de 270 dollars. La même année, une enquête-ménages indiquait que 72% des Malgaches vivaient au-dessous du seuil de pauvreté, fixé à 0,42 dollar par jour pour Madagascar. La dette extérieure brute est passée de 4,102 milliards de dollars en 2001 à 4,6 milliards en 2004, prouesse que le mécanisme de l'endettement réussit malgré les remises et/ou annulations : impasse totale quand la balance des paiements est largement et désespérément déficitaire.



Un sous-développement profond

- 44,4% des Malgaches ont moins de 15 ans ; l'indice de fécondité atteint 5,2 enfants/femme ; la croissance de la population malgache est de 2,74% pour une densité de 30 habitants/km² ; le taux de natalité est de 40‰ quand celui de mortalité est de 12‰.
- Malgré une nette montée en puissance de l'urbanisation, les 75% de la population active sont des ruraux ; l'indice de production agricole ne décolle pas, les cultures de rente éclipsant l'agriculture vivrière.
- L'industrialisation reste résiduelle et le capital national est marginalisé par les multinationales (mines, agriculture et élevage intensifs, services etc.) et leurs alliés locaux. L'informel est surdimensionné. Le travail décent reste à conquérir.
- Les déséquilibres et inégalités villes/campagnes et capitale/périphéries restent prégnants ; les moyens et réseaux de circulation existants sont insuffisants pour désenclaver réellement les nombreuses régions appauvries...

Ressources humaines du domaine de la santé publique :

- 1 médecin pour 10 000 habitants
- 1 pharmacien pour 480 000 habitants
- 1 chirurgien-dentiste pour 96 000 habitants
- 1 ingénieur sanitaire pour 3 millions d'habitants

(source : Congrès du Fifanampiana malagasy / Comité de solidarité de Madagascar, 5-6-7 mai 2005 à Antananarivo)



Irresponsabilités politiciennes

Ajoutant aux dégâts inhérents au socialisme administratif, déclamatoire et corrompu de la Seconde République et aux dérégulations libérales qui ont suivi, l'irresponsable et longue « guerre des présidents » de l'élection contestée de décembre 2001 a indiscutablement paralysé le pays le conduisant au bord de la **faillite économique et sociale**. Les incessantes surenchères d'accès au pouvoir entre les fractions dirigeantes construisent des animosités ethnicistes artificielles. Une diversion sur les réalités d'oppression et de prédation qui parasite les luttes sociales. Les rapacités affairistes liées aux confusions entre sphères publiques et privées et aux spéculations sur une mobilisation des investissements étrangers ont fait initier des mesures économiques aberrantes, sources de catastrophes monétaires et de spirales inflationnistes qui aggravent la précarisation des populations et induisent une baisse généralisée du pouvoir d'achat à l'image de la chute mécanique du SMIG mensuel qui passe de 22 à 20 euros entre 2005 et 2006.



Nouveaux MOUVEMENTS SOCIAUX

Une société civile organisée, une veille citoyenne...

Dans les années 90 apparaît une vague d'associations basées sur le volontariat, autonomes vis à vis de l'Etat, des partis et de l'armée. Elles s'investissent dans la santé, l'éducation, l'environnement, les micro-entreprises, la gestion des ressources naturelles... Elles rencontrent des bailleurs de fonds qui cherchent à assurer les services sociaux et économiques de base en dehors de l'Etat défaillant et décrédibilisé aux yeux des populations.

Ces **organisations de la société civile** ouvrent le débat sur le développement, la gouvernance, la démocratie, les droits humains, sociaux, économiques... sur le rôle et la fonction d'une société civile organisée. Elles travaillent sur des plateformes et se retrouvent pour construire un projet de société dans lequel les populations pourront mieux se reconnaître.



Concertation paysans-techniciens sur une action de développement local
Une pompe fabriquée par l'ONG-Taratra et installée avec les paysans

Renouveau syndical...

Le 30 novembre 2005, lors de la Conférence des travailleurs malgaches sur la lutte contre la pauvreté et la dette, 9 centrales syndicales malgaches s'unissent pour lutter pour la réduction de la pauvreté et l'instauration d'un environnement propice au développement durable.

Elles exigent :

- le renoncement à l'impérialisme économique et l'instauration d'un état d'esprit solidaire et responsable,
- l'annulation des dettes du tiers-monde et la réalisation des engagements pour porter l'Aide Publique au Développement à 0,7% du PIB des pays industrialisés,
- l'arrêt de la déréglementation des échanges commerciaux qui nuisent gravement aux industries et à l'agriculture des pays pauvres,
- la promotion du travail décent et des principes et droits fondamentaux au travail.



8eme congrès FISEMA, 1993



1^{er} Mai 1998

1998 : Manifestation des travailleurs des entreprises franches

Août 2006 : Répression contre les paysans d'Ankorondrano-Analavory dans le cadre d'un litige foncier



Multiplication des litiges fonciers

Au début du 20^{ème} siècle, l'immatriculation des terres au profit des colons et de leurs alliés malgaches, spolie les paysans contraints à l'esclavage salarial, parfois sur leurs propres terrains coutumiers.

Depuis l'Indépendance, l'exigence d'une vraie réforme agraire au profit des masses paysannes n'a jamais été satisfaite. En août 2003 le régime Ravalomanana impose une loi foncière au profit des investisseurs, étrangers notamment. Les modalités de succession condamnent les enfants d'agriculteurs pauvres et moyens à devenir des *sans-terre*.

Nombre de revendications foncières paysannes sont délaissées par une administration corrompue, des procédures bureaucratiques interminables et des coûts de dossier exorbitants.

Les litiges fonciers suscitent des affrontements comme à Ankorondrano-Analavory en août 2006 où les villageois ont accueilli à coups de pierres les forces de l'ordre venues les déloger.



Sur le FRONT CULTUREL



Hira gasy, opéra paysan, 2006

Historiquement déterminé, le **legs culturel ancestral malgache** articule, en toute cohérence, des visions du monde, des us et coutumes, des modèles comportementaux et des pratiques, des consignes et des savoir-faire etc. bien spécifiques. Le colonialisme n'a eu de cesse de marginaliser, voire de détruire, ces éléments de culture pour asservir le peuple de la Grande Île en niant son identité nationale.

La malgachisation, une revendication permanente

- Dans les années 1915-1920, le thème de prédilection de l'intelligentsia nationaliste (écrivains, artistes et autres) est **Mitady ny very !**, autrement dit : **À la recherche de ce qui a été perdu !**
- Dans les années 1930, les fondateurs et activistes du PCRM-SFIC (Parti Communiste de la Région de Madagascar/Section Française de l'Internationale Communiste) construisent leur chemin révolutionnaire en valorisant aussi des traditions politiques malgaches précoloniales comme le fokonolona.
- L'Indépendance octroyée en 1960 ne résiste pas aux menées néo-colonialistes dans les domaines économique, social, politique et culturel. En s'y opposant vigoureusement, les paysans du Sud en avril 1971 et la jeunesse en mai 1972 réclament une malgachisation effective (de l'enseignement, de l'administration, de l'économie...).



La malgachisation, un bilan contrasté

- La malgachisation a logiquement élargi le champ de la langue malgache. Mais elle a aussi largement stimulé la créativité des arts vivants adossés aux réalités malgaches.
- Malgré des moyens nettement insuffisants, Gisèle Rabesahala, Ministre de la Culture durant dix ans, a pu faire rénovier le patrimoine national (de nombreux palais, lieux de cultes...), dresser l'inventaire des us et coutumes des diverses régions de l'île, des tombeaux, des chants et danses, des modes d'habitation, des instruments de musique etc. ; elle a relancé la publication d'ouvrages en français et en malgache et multiplié les bibliothèques et lieux culturels, avec structure de fonctionnement.
- Étouffée dans le tournant autoritaire d'une « révolution socialiste », cette malgachisation est devenue, du fait de ses propres faiblesses, un repoussoir idéologique dans les surenchères politiciennes.



La malgachisation, une exigence politique renouvelée face à la mondialisation capitaliste

Avec le tournant libéral, depuis les années 1980-1990, les moyens allant à la culture fondent comme pour le secteur social (santé, enseignement, logement, protection de l'enfance et de la famille, transport, distribution de l'eau et de l'électricité). Néanmoins, depuis une dizaine d'années, éducateurs, chercheurs, institutions académiques et sociétés civiles s'associent pour définir une *politique de malgachisation au service du développement*, et notamment une politique culturelle et une politique linguistique.

Des objectifs urgents et incontournables ?

Une éducation de base pour tous, des éditions indépendantes, des droits des créateurs affirmés, une recherche scientifique décolonisée etc.

